

***Arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour le tableau de classement des activités, exercées au sein des installations exploitées par la société ZEPHIRE à Toulon, en vertu de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement***

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V (parties législative et réglementaire) ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 7 et 21 juillet 1986 autorisant la Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise (CCUAT) à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères et autres résidus urbains à Toulon,

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005, modifié et complété, autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères exploitée par la CCUAT et le Syndicat intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2009 concernant l'usine d'incinération des ordures ménagères exploitées par la CCUAT et le SITTOMAT,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2011 modifiant certaines prescriptions applicables aux installations d'incinération des déchets non dangereux exploitées par la CCUAT à Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2012 modifiant la zone de chalandise de l'incinérateur d'ordures ménagères et autres résidus urbains, exploité par la CCUAT et le SITTOMAT à Toulon ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 16 avril 2013, de la SAS ZEPHIRE dont le siège social est situé, chemin Gaëtan Gastaldo, 83200 Toulon, suite à sa déclaration du 17 janvier 2013 précisant avoir succédé à la SA CCUAT et au SITTMAT, pour l'exploitation de l'usine de traitement thermique de déchets à cette même adresse ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18 octobre 2013 et 18 novembre 2013 modifiant certaines dispositions, notamment le tableau de classement des activités exercées par la société SAS ZEPHIRE à Toulon, les équipements de détection de la radioactivité et les valeurs limites d'émission dans l'air ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 2014 fixant le montant des garanties financières applicables à SAS ZEPHIRE pour l'exploitation de l'unité de valorisation énergétique de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2015 relatif à la mise à jour du tableau de classement des activités exercées par la SAS ZEPHIRE à Toulon et l'élargissement de sa zone de chalandise ;

Vu le rapport et le projet d'arrêté préfectoral complémentaire communiqués par courriel le 10 septembre 2025 à l'exploitant, par l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale des Alpes-maritimes et du Var, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu les observations transmises par courriel du 19 septembre 2025 par l'exploitant à l'inspecteur des installations classées, au titre de la procédure contradictoire ;

Considérant que l'établissement dispose de plusieurs actes administratifs répertoriant les rubriques de la nomenclature des Installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour les activités exercées ;

Considérant les évolutions de la nomenclature des ICPE, et en particulier la suppression de plusieurs rubriques dont 1172 (source radiologique), 1432 (liquides inflammables) et 1611 (acides), il convient de mettre à jour le classement administratif de l'établissement ZEPHIRE ;

Considérant, par conséquent, que la consultation du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requise, en application de l'article R181-45 du code de l'environnement ;

Considérant les observations de l'exploitant reçues le 19 septembre 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Exploitant**

La SAS ZEPHIRE, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social et les installations d'incinération d'ordures ménagères et assimilés sont situés, chemin Gaëtan Gastaldo, quartier



de l'Escaillon, 83200 Toulon, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants et des actes antérieurs, modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

Le tableau de classement figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 octobre 2013 (art 2.1 « prescription modificatives relatives au classement des activités ») et du 18 novembre 2013 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de l'activité</b>	<b>Niveau d'activité</b>	<b>Régime (1)</b>
3520-a	<b>Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets :</b>  a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Capacité de traitement des fours en ordures ménagères et résidus urbains :  2 x 12 t/h  1 x 14 t/h	A
3520-b	<b>Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets :</b>  b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour	Volume d'activité maximale : 11 000 t/an de DASRI	A
2770	<b>Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910</b>  Installation de traitement thermique de déchets dangereux	Volume d'activité maximale : 11 000 t/an de DASRI	A
2771	<b>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910</b>  Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	Capacité de traitement des fours en ordures ménagères et résidus urbains :  2 x 12 t/h  1 x 14 t/h	A
2718-1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793</b>  1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Volume maximum d'activité : 500 t/an pour le reconditionnement des DASRI (en cas d'indisponibilité des opérations de traitement/ cas ponctuels)	A

Rubrique	Libellé de l'activité	Niveau d'activité	Régime (1)
2716-2	<p><b>Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1</b></p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Volume maximum d'activité : 999 m<sup>3</sup></p> <p>Cette activité concerne les opérations ponctuelles de reprise des déchets ménagers présents dans la fosse de réception de ceux-ci lors de problèmes ou arrêts techniques ne permettant plus de les incinérer à l'usine et leur réexpédition vers une installation apte à les traiter.</p>	DC
4510-2	<p><b>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	<p>cuve d'eau ammoniacale de 50 m<sup>3</sup> (soit 45 t) pour la régénération des catalyseurs utilisés pour le traitement des oxydes d'azote contenus dans les rejets atmosphériques</p>	DC
4801-2	<p><b>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</b></p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t</p>	<p>50 t de charbon actif</p>	D
1435	<p><b>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules</b></p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>Inférieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup></p>	<p>40 m<sup>3</sup>/an</p>	NC
4734-1	<p><b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages</p>	<p>Un réservoir enterré de gazole non routier (carburant des engins du site) : 25 m<sup>3</sup></p>	NC



Rubrique	Libellé de l'activité	Niveau d'activité	Régime (1)
	<p><b>enterrés :</b></p> <p>Inférieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p>		
4734-2	<p><b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p><b>2. Pour les autres stockages :</b></p> <p>Inférieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>Un réservoir aérien de fioul domestique (alimentation du groupe électrogène) : 1 m<sup>3</sup></p>	NC
2910-A-2	<p><b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</b></p> <p><b>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</b></p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p><small>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</small></p>	<p>Ptot= 1,39 MW (utilisés en secours uniquement et fonctionnant moins de 500 h/an)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 groupe électrogène (1,25 MW)</li> <li>1 groupe motopompe (0,14 MW)</li> </ul>	DC

(1) A : autorisation ; D : déclaration ; DC : déclaration (avec contrôles périodiques) ; NC : non classable

A titre d'information, une cuve de 5 m<sup>3</sup> d'acide chlorhydrique et 2 silos de bicarbonate de sodium (= 2x90 t) sont présents au sein du site.

## **Article 2 - Publicité**

Une copie de l'arrêté de prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Toulon et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Toulon pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 3 - Voies de recours**

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyen" accessible par le site internet **[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

## **Article 4 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, la maire de Toulon, et l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, au président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

**23 SEP. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

**Lucien GIUDICELLI**